

Considérant que la perception, le recouvrement et le décompte définitif de la cotisation de solidarité, la cotisation de modération et la cotisation de consolidation sont des tâches qui répondent aux besoins exceptionnels et temporaires en personnel;

Considérant qu'il convient de déterminer sans délai le nombre de personnes qui, sous le régime du contrat de travail, peuvent être engagées pour répondre aux besoins visés ainsi que la durée de leur engagement;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 janvier 1991;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 11 janvier 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants est autorisé à dépasser son cadre organique par l'engagement, du 1er janvier 1991 jusqu'au 31 décembre 1991, de 12 personnes sous le régime du contrat de travail pour la perception, le recouvrement et le décompte définitif de la cotisation de solidarité, la cotisation de modération et la cotisation de consolidation.

Le nombre de contractuels, déterminés à l'alinéa 1er, est réparti comme suit :

Niveau I	: secrétaire d'administration bestuurssecretaris	1	1	2
Niveau II	: rédacteur opsteller	2	1	3
Niveau III	: commis/commis-dactylographe klerk/klerk-typist	2	2	4
Niveau IV	: expéditeur expeditionair	2	1	3

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1991.

Art. 3. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,
M. WATHELET

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
P. MAINIL

Overwegende dat de inning, de invordering en de definitieve afrekening van de solidariteitsbijdrage, de matigingsbijdrage en de consolideringsbijdrage taken zijn die voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften;

Overwegende dat zonden uitstel het aantal personen moet worden bepaald dat, onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst, in dienst kan worden genomen om te voorzien in deze behoeften evenals de duur van hun tewerkstelling;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 januari 1991;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 11 januari 1991;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Staatssecretaris voor Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen wordt gemachtigd zijn organieke personeelsformatie te overschrijden door de indienstneming, vanaf 1 januari 1991 tot 31 december 1991, van 12 personen onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst voor de inning, de invordering en de definitieve afrekening van de solidariteitsbijdrage, de matigingsbijdrage en de consolideringsbijdrage.

Het aantal contractuelen, bedoeld in het eerste lid, is verdeeld als volgt :

N	F	Total
Totaal		
1	1	2
2	1	3
2	2	4
2	1	3

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1991 en houdt op kracht te zijn op 31 december 1991.

Art. 3. Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
M. WATHELET

De Staatssecretaris voor Middenstand,
P. MAINIL

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 517

18 FEVRIER 1991. — Arrêté ministériel instituant une commission consultative en vue de l'obtention de certaines dérogations en matière de prépension conventionnelle

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1990 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 517

18 FEBRUARI 1991. — Ministerieel besluit houdende oprichting van een adviescommissie met het oog op het bekomen van bepaalde afwijkingen inzake conventioneel brugpensioen

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1990 betreffende de toekenning van werkloosheidssuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant qu'il y a lieu de permettre aux employeurs d'être très rapidement fixés sur les modalités d'accompagnement du licenciement d'un travailleur en vue de la prépension conventionnelle,

Arrête :

Article 1^e. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1^e le Ministre : le Ministre de l'Emploi et du Travail;
- 2^e la Commission : la Commission consultative en vue de l'obtention de certaines dérogations en matière de prépension conventionnelle;
- 3^e les organisations : les organisations représentatives des employeurs et les organisations représentatives des travailleurs visées à l'article 2 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commission partaires;
- 4^e l'arrêté : l'arrêté royal du 16 novembre 1990 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle.

Art. 2. Une Commission consultative en vue de l'obtention de certaines dérogations en matière de prépension conventionnelle est instituée auprès du Service des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Art. 3. La Commission a pour mission, dans le cadre de la réglementation en matière de prépension conventionnelle, d'émettre un avis, adressé au Ministre :

1^e sur les demandes de dérogations aux conditions d'âge telles qu'elles sont fixées à l'article 11, alinéa 2 de l'arrêté dans le cadre de la reconnaissance comme entreprise en restructuration;

2^e sur les dérogations individuelles à l'obligation de remplacement des prépensionnés accordées aux entreprises en exécution de l'article 4, § 2, alinéa 3 de l'arrêté;

3^e pour la reconnaissance comme entreprise en restructuration, préalablement à la décision du Ministre et à sa demande dans le cadre de l'article 9, § 5, alinéa 2;

Art. 4. La Commission est composée :

1^e d'un président et d'un vice-président nommés par le Ministre parmi les personnes indépendantes des intérêts dont la commission aura à connaître;

2^e de cinq membres effectifs et de cinq membres suppléants nommés par le Ministre parmi les candidats présentés par les organisations d'employeurs;

3^e de cinq membres effectifs et de cinq membres suppléants nommés par le Ministre parmi les candidats présentés par les organisations de travailleurs;

4^e d'un secrétaire ou de plusieurs secrétaires nommés par le Ministre.

Art. 5. Le mandat des membres visés à l'article 4, 2^e et 3^e, a une durée de quatre ans. Il peut être renouvelé. Les membres restent en fonction jusqu'à la désignation de leurs successeurs.

Le mandat de membre prend fin :

1^e lorsque la durée du mandat est expirée;

2^e en cas de démission;

3^e lorsque l'organisation qui a présenté l'intéressé demande son remplacement;

4^e lorsque l'intéressé cesse d'appartenir à l'organisation qui l'a présenté;

5^e en cas de décès.

Il est pourvu, dans les trois mois, au remplacement de tout membre dont le mandat a pris fin avant son expiration normale. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

Art. 6. Les membres de la commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques dont le nombre est fixé par le règlement d'ordre intérieur.

Le Ministre peut, d'initiative ou à la demande de la commission, désigner une ou plusieurs personnes en qualité de conseillers.

Art. 7. Les travaux de la Commission sont menés par le président.

Le vice-président remplace le président lorsque ce dernier est absent ou empêché.

Le président, le vice-président, les secrétaires et conseillers n'ont pas voix délibérative.

Art. 8. Pour délibérer valablement, la majorité des membres de la commission doit être présente.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission est convoquée à nouveau dans les quinze jours et peut délibérer valablement sur le point mis une seconde fois à l'ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

Rekeninghoude met het feit dat er alle reden is om de werkgevers zo spoedig mogelijk in kennis te stellen van de begeleidende modaliteiten in geval van ontslag van een werknemer met het oog op conventioneel brugpensioen,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1^e de Minister : de Minister van Tewerkstelling en Arbeid;

2^e de Commissie : de Adviescommissie met het oog op het bekomen van bepaalde afwijkingen inzake conventioneel brugpensioen;

3^e de organisaties : de in artikel 3 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités bedoelde representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties;

4^e het besluit : het koninklijk besluit van 16 november 1990 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen.

Art. 2. Een Adviescommissie met het oog op het bekomen van bepaalde afwijkingen inzake conventioneel brugpensioen wordt opgericht bij de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 3. De Commissie heeft als opdracht in het kader van de reglementering inzake conventioneel brugpensioen aan de Minister advies uit te brengen over :

1^e de aanvragen tot afwijking van de leeftijdsvooraarde zoals vastgelegd in artikel 11, tweede lid van het besluit in het kader van de erkenning als onderneming in herstructurering;

2^e de individuele afwijkingen op de vervangingsplaat van de brugpensioneenden toegekend aan de ondernemingen in toepassing van artikel 4, § 2, derde lid van het besluit;

3^e voor de erkenning als onderneming in herstructurering, voorafgaande aan de beslissing van, en op verzoek van de Minister in het kader van artikel 9, § 5, tweede lid.

Art. 4. De Commissie is samengesteld uit :

1^e een voorzitter en een ondervoorzitter door de Minister benoemd onder de personen onafhankelijk van de belangen waarover de Commissie zich moet uitspreken;

2^e vijf gewone leden en vijf plaatsvervangende leden benoemd door de Minister uit de kandidaten voorgedragen door de organisaties van werkgevers;

3^e vijf gewone leden en vijf plaatsvervangende leden benoemd door de Minister uit de kandidaten voorgedragen door de organisaties van werknemers;

4^e één of meer secretarissen, benoemd door de Minister.

Art. 5. Het mandaat van de bij artikel 4, 2^e en 3^e bedoelde leden duurt vier jaar. Het kan worden hernieuwd. De leden blijven in functie totdat hun opvolgers zijn aangesteld.

Het mandaat van lid eindigt :

1^e wanneer de duur van het mandaat is verstreken;

2^e in geval van ontslagneming;

3^e wanneer de organisatie die de betrokken heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt;

4^e wanneer de betrokken geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem heeft voorgedragen;

5^e in geval van overlijden.

Binnen drie maanden wordt voorzien in de vervanging van elk lid wiens mandaat een einde heeft genomen voordat het normaal verstreken is. In dat geval volgt het nieuwe lid het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Art. 6. De leden van de Commissie mogen zich laten bijstaan door technische raadgevers, wier aantal door het huishoudelijke reglement wordt vastgesteld.

De Minister kan op eigen initiatief of op verzoek van de Commissie, één of meer personen als adviseurs aanwijzen.

Art. 7. De werkzaamheden van de Commissie worden door de voorzitter geleid.

De ondervoorzitter vervangt de voorzitter als deze afwezig of verhindert is.

De voorzitter, de ondervoorzitter, de secretarissen en adviseurs hebben geen beslissende stem.

Art. 8. Om geldig te beraadslagen moet de meerderheid van de leden van de Commissie aanwezig zijn.

Indien het aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, wordt de Commissie binnen de vijftien dagen opnieuw bijeengeroepen; voor het punt dat dienovereenkomst voor een tweede maal op de agenda wordt geplaatst, kan de Commissie geldig beraadslagen welke ook het aantal aanwezige leden zijn.

La nouvelle convocation mentionne le point qui est porté pour la deuxième fois à l'ordre du jour et reprend textuellement le premier alinéa de cet article.

Art. 9. La Commission émet un avis dans les deux mois qui suivent l'introduction de la demande.

Art. 10. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Bruxelles, le 18 février 1991.

L. VAN DEN BRANDE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 91 — 518

18 FÉVRIER 1991. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté royal du 16 juillet 1981 portant des mesures spéciales en vue de la lutte contre la peste porcine classique

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par la loi du 29 décembre 1990, notamment le chapitre III;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1981 portant des mesures spéciales en vue de la lutte contre la peste porcine, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1990;

Vu l'accord du Ministre des Affaires étrangères;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il faut fixer sans délai la date avant laquelle les détenteurs de porcs qui, suite à la dernière modification de l'arrêté royal du 16 juillet 1981, sont dorénavant concernés par les dispositions dudit arrêté, doivent se conformer aux nouvelles obligations,

Arrête :

Article unique. Le détenteur dont l'exploitation n'est pas située dans la région I ou la zone de vaccination 85 préalable, doit satisfaire au plus tard le 28 février 1991 aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 16 juillet 1981 portant des mesures spéciales en vue de la lutte contre la peste porcine, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1990.

Bruxelles, le 18 février 1991.

P. DE KEERSMAEKER

Bij een nieuwe bijeenroeping moet vermeld worden dat de bijeenroeping voor de tweede maal geschiedt en dient de tekst van het eerste lid van onderhavig artikel woordelijk herhaald te worden.

Art. 9. De Commissie brengt een advies uit binnen de twee maanden volgend op de aanvraag.

Art. 10. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Minister voor.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Brussel, 18 februari 1991.

L. VAN DEN BRANDE

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 91 — 518

18 FEBRUARI 1991. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit van 16 juli 1981 houdende bijzondere maatregelen ter bestrijding van de varkenspest

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de dierengezonheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990, inzonderheid hoofdstuk III;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 1981 houdende bijzondere maatregelen ter bestrijding van de varkenspest, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 december 1990;

Gelet op het akkoord van de Ministers van Buitenlandse Zaken;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zonder verwijl de termijn moet worden bepaald welke de varkenshouders die ingevolge de laatste wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 1981 thans onder de bepalingen van dat besluit vallen, zich met deze nieuwe verplichting in regel kunnen stellen,

Besluit :

Enig artikel. De varkenshouder wiens bedrijf niet gelegen is in het voormalige gebied I of in de voormalige entzone 85 moet ten laatste op 28 februari 1991 voldoen aan de bepalingen van de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 16 juli 1981 houdende bijzondere bepalingen ter bestrijding van de varkenspest, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 december 1990.

Brussel, 18 februari 1991.

P. DE KEERSMAEKER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 91 — 519

9 JANUARI 1991. — Besluit van de Vlaamse Executieve houdende samenstelling van de directieraad en de departementale directieraden in het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

De Vlaamse Executieve,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet betreffende het Bestuurlijk Beleid van 12 december 1990, inzonderheid op artikel 81;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 53, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1989;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoog Overlegcomité Vlaamse Gemeenschap - Vlaams Gewest van 20 december 1990;